



Le ministre français de la Défense Jean-Yves Le Drian

Mali : Paris souhaite et soutiendra une intervention africaine

Le ministre de la Défense a répété la position française sur le Nord-Mali où une intervention militaire serait "inéluçtable" pour éviter un "Sahélistan".

Un mois après une résolution des Nations unies sur le Mali, qui privilégiait une solution politique, mais n'excluait pas une action armée, la France semble convaincue qu'il n'y a pas d'autres issues, elle l'appelle de ses voeux, mais elle ne lancera pas le mouvement.

Ne pas laisser se développer un "Sahélistan"...

En marge d'un déplacement à Lorient où s'est ouvert hier le festival interceltique, le ministre de la Défense, Jean-Yves Le Drian a insisté samedi sur le fait qu'une intervention militaire africaine était "souhaitable et inéluçtable" au Mali, où il juge que la situation dans la moitié nord, tenue par des groupes islamistes, "est très préoccupante".

"Il faut éviter par tous les moyens que cette partie du Mali devienne un 'Sahélistan'", a expliqué le ministre en référence à la situation afghane, or, il estime que "les ingrédients sont en train de se rassembler pour qu'elle le devienne".

Pour mémoire, cette région est tombée fin mars aux mains de rebelles touaregs, très vite supplantés par des mouvements jihadistes alliés avec al-Qaïda au Maghreb islamique qui sévit dans tout le Sahel.

Un soutien français ferme, mais un soutien seulement...

Dans ce contexte, M. Le Drian a indiqué que la France souhaite une intervention, "qu'elle l'approuvera", il espère que l'Union européenne suivra, en revanche il a répété que la France n'avait "pas à prendre une initiative militaire au Mali".

"Elle souhaite que ce soient les forces africaines, en particulier celles de la Cédéao (Communauté économique des Etats d'Afrique de l'Ouest) et éventuellement de l'Union africaine, qui prennent l'initiative, c'est le sens de la résolution qui a été votée par le Conseil de sécurité" a poursuivi M. Le Drian.

Il s'agit "d'assurer la stabilité politique à Bamako, qui n'est pas encore assurée même si le président Traoré est revenu de Paris (...) cette semaine, d'assurer un gouvernement d'union nationale, lui donner la souveraineté nécessaire et étendre cette souveraineté au Nord-Mali avec inévitablement une intervention armée que la France pourra soutenir, mais dont elle ne prendra pas l'initiative" a-t-il martelé.

La Cédéao prête à intervenir, avec un mandat onusien et un appui logistique...

S'exprimant sur la question lors de son entretien télévisé du 14 juillet, le président François Hollande avait de même estimé qu'il revient aux Africains de "déterminer" quand et de quelle façon intervenir militairement pour reconquérir le nord du Mali. Ce faisant, il avait promis la "solidarité" française, sans préciser de quelle façon elle pourrait s'exprimer. A ce jour, la Cédéao est prête à déployer une force internationale de quelque 3.300 soldats en soutien de l'armée malienne. L'organisation attend cependant un mandat du Conseil de sécurité pour passer à l'action et un appui logistique de pays tiers, en premier lieu de la France et des Etats-Unis.